



RWANDA PODIUM

Consultant

Abonné-e de Mediapart
BILLET DE BLOG 24 JUILLET 2026

LA RDC ET LA POLITIQUE DES EXCUSES SANS FIN

Lorsque Colette Braeckman écrivait dans 'Le Soir', le 2 novembre 2022, que « le Congo n'a d'autre ami que lui-même », elle mettait en lumière une réalité douloureuse mais importante. Mais si l'on suit son raisonnement jusqu'à sa conclusion logique, une autre phrase apparaît – plus dérangeante, moins romantique, mais bien plus utile : le Congo n'a pas d'autre ennemi que lui-même.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

LA RDC ET LA POLITIQUE DES EXCUSES SANS FIN

Par Tom Ndahiro



Certaines phrases traversent le temps parce qu'elles sont vraies.

D'autres survivent parce qu'elles sont élégantes. Et puis il y a celles qui perdurent parce qu'elles apportent du réconfort à ceux qui ne souhaitent pas se remettre en question.

Lorsque la journaliste belge chevronnée Colette Braeckman écrivait dans 'Le Soir', le 2 novembre 2022, que « le Congo n'a d'autre ami que lui-même », elle mettait en lumière une réalité douloureuse mais importante. Toutefois, elle s'est arrêtée à mi-chemin.

Car si l'on suit son raisonnement jusqu'à sa conclusion logique, une autre phrase apparaît – plus dérangeante, moins romantique, mais bien plus utile : le Congo n'a pas d'autre ennemi que lui-même.

Cette affirmation peut sembler dure ou malveillante. Pourtant, elle ne l'est pas. La véritable cruauté consiste à laisser une

nation continuer à croire que tous ses malheurs viennent de l'extérieur. C'est comme dire à un patient souffrant d'une maladie chronique que chacun de ses symptômes est causé par la météo. La malveillance consiste à confondre le diagnostic avec la consolation.

Et s'il existe un pays qui mérite un diagnostic plutôt qu'un réconfort, c'est bien la République démocratique du Congo. Depuis des décennies, la RDC est considérée à la fois comme une victime, un champ de bataille, une opportunité, un symbole, un laboratoire, une catastrophe et un sujet d'accusation.

Tout le monde a expliqué le Congo. Mais jusqu'à présent, très peu ont demandé au Congo de s'expliquer lui-même. C'est précisément là que l'éditorial de Braeckman devient à la fois pertinent et incomplet.

Elle commençait par une question : « Quand les Congolais comprendront-ils enfin que leur pays est trop vaste et trop riche pour avoir de vrais amis ? » C'est une formule marquante, qui semble empreinte de sagesse. Mais regardons-la attentivement : cette question suppose implicitement que la tragédie du Congo commence avec des amis malhonnêtes. Et si la tragédie trouvait plutôt son origine ailleurs ? Et si le problème le plus profond n'était pas que le Congo ait de mauvais amis, mais qu'il confonde constamment dépendance et stratégie, victimisation et politique ? Le véritable ennemi ne se trouve-t-il pas moins à l'extérieur des frontières qu'à l'intérieur du pays ?

Car si le malheur du Congo est principalement décrit comme résultant de l'absence d'amis sincères, on part déjà d'une prémisse dangereuse : celle selon laquelle la principale cause de ses difficultés se situe en dehors de lui-même.

Elle poursuivait : « Aujourd'hui, nous savons que Léopold II n'a pas envoyé Henry Morton Stanley pour établir une colonie parce qu'il souhaitait accomplir une mission civilisatrice. » C'est peut-être vrai. Le projet du roi Léopold II fut sans doute l'un des plus grands exemples d'hypocrisie organisée de l'histoire politique moderne. Le progrès, la civilisation et le christianisme : trois beaux mots utilisés comme façade pour masquer le travail forcé et les mutilations. Elle écrit : « Nous savons que si la Belgique a accepté l'héritage colonial, elle ne l'a fait qu'à la condition que cette entreprise ne lui coûte rien. » Une affirmation globalement juste. « Et si l'indépendance a été accordée – trop rapidement – c'était principalement pour éviter des troubles coûteux... » Là encore, il est difficile de contester ce point. Mais c'est à partir de là que l'argument évolue progressivement. Une thèse plus large commence alors à émerger : le Congo aurait, à maintes reprises, fait confiance aux acteurs extérieurs, et ces derniers auraient systématiquement trompé le Congo.

Une telle lecture est émotionnellement satisfaisante, mais reste incomplète. Car il arrive un moment où l'explication finit par se transformer en exonération.

Et aucun pays – surtout un pays comme la RDC, avec son immense superficie, ses richesses minières, sa population, son importance stratégique et sa profondeur historique – ne peut indéfiniment survivre à des explications qui finissent par devenir des excuses.



*Tout le monde a expliqué le Congo.
Mais jusqu'à présent, très peu ont demandé au Congo de s'expliquer lui-même.
C'est précisément là que l'éditorial de Braeckman devient à la fois pertinent et incomplet*

Le roi qui incarne le péché originel de la RDC

Il ne devrait y avoir aucune nostalgie lorsqu'on évoque le Congo colonial. Le roi Léopold II n'est pas arrivé avec la civilisation dans une main et le développement dans l'autre. Il est venu avec des contrats, des quotas, des soldats et des registres comptables.

L'État indépendant du Congo, créé en 1885 sous la propriété personnelle de Léopold II, demeure l'un des scandales politiques les plus extraordinaires de l'histoire moderne. Oui, un roi belge possédait un territoire plus grand que l'Europe occidentale. Il le possédait – il ne le gouvernait pas.

Des millions de Congolais sont devenus de simples variables dans l'exploitation du caoutchouc et de l'ivoire. Léopold II a imposé le travail forcé et des châtiments impitoyables. Son règne est devenu un symbole de mutilations et de terreur.

'King Leopold's Ghost (Les Fantômes du roi Léopold)' d'Adam Hochschild reste l'une des reconstitutions les plus accessibles de cette période sombre. S'appuyant sur des archives missionnaires, des documents diplomatiques et des témoignages de personnes présentes sur le terrain, l'ouvrage permet de comprendre ce qui est arrivé aux Congolais sous ce monarque.

Des communautés entières ont été transformées en unités de production. Des mains ont été coupées et utilisées comme preuves comptables. Ces mains amputées sont devenues l'un des symboles administratifs les plus choquants de l'histoire – non pas parce que les amputations étaient une pratique unique au Congo de Léopold II, mais parce que la cruauté bureaucratique y avait été normalisée.

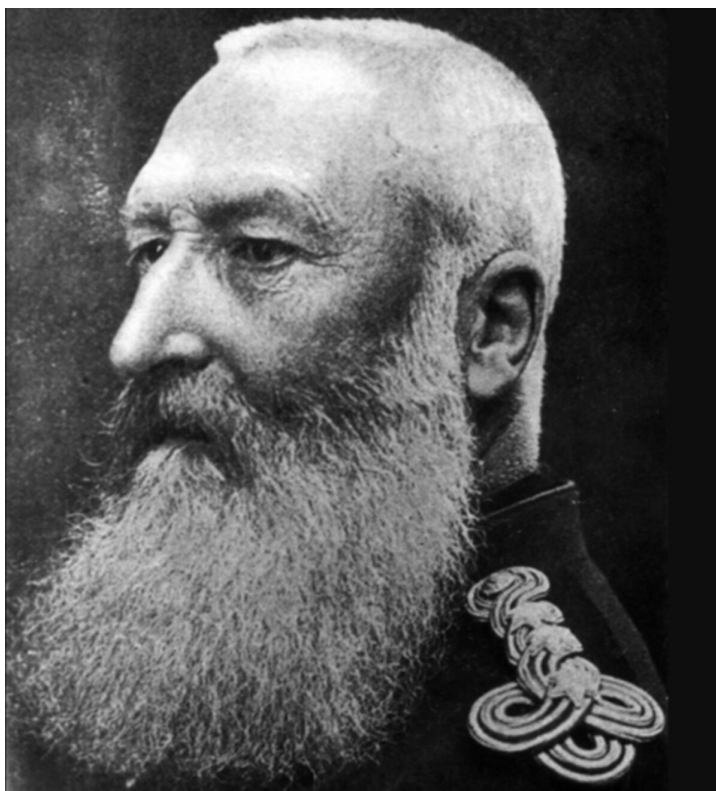
Le Congo n'est pas simplement sorti du colonialisme appauvri. Il en est sorti avec des structures profondément déformées. Les institutions du pays n'avaient jamais été conçues pour donner du pouvoir aux citoyens congolais.

Elles avaient été pensées pour organiser l'extraction des richesses vers l'extérieur. Les chemins de fer reliaient les mines aux ports. L'administration garantissait une main-d'œuvre peu rémunérée. L'éducation demeurait volontairement limitée.

L'administration coloniale n'a pas préparé le Congo à l'autogouvernance, parce que l'autogouvernance n'a jamais été son objectif. Et sur ce point, Braeckman a raison de rappeler que le transfert du pouvoir par la Belgique n'a jamais été totalement désintéressé ni entièrement noble.

La Belgique s'est retirée en 1960 dans la précipitation et la peur. Non pas parce que les Congolais étaient soudainement devenus incapables de se gouverner eux-mêmes, mais parce que le système colonial était devenu impossible à maintenir. Le transfert du pouvoir s'est effectué avec une irresponsabilité choquante. Au moment de l'indépendance, le Congo comptait très peu de diplômés universitaires congolais.

C'est pourquoi la bureaucratie est restée largement belge. Les autorités coloniales avaient veillé à maintenir une armée fragile et une économie toujours contrôlée de l'extérieur. Puis vint la catastrophe.



*Le Congo colonial ne doit susciter aucune nostalgie :
le règne de Léopold II reposait sur l'exploitation, les quotas, les soldats et les intérêts économiques.*

La punition du Congo indépendant.

S'il existe un événement qui a plus que tout autre influencé négativement l'avenir du Congo, ce n'est pas uniquement l'indépendance. C'est aussi l'élimination de Patrice Lumumba. Pour la Belgique et les puissances occidentales, Lumumba représentait quelque chose de dangereux.

Pas nécessairement le communisme ou le radicalisme. Pas même simplement le nationalisme. Lumumba représentait surtout l'imprévisibilité.

C'était un dirigeant qui ne semblait pas disposé à rester sous le contrôle des puissances extérieures. Or, dans le contexte de la Guerre froide, cela était souvent considéré comme une faute plus grave qu'une dictature corrompue et brutale.

Les éléments historiques concernant cette affaire sont aujourd'hui largement documentés : l'implication de responsables belges, les inquiétudes des services de renseignement occidentaux, les rivalités internes congolaises ainsi que certains calculs régionaux ont tous joué un rôle.

Lumumba a été isolé puis finalement assassiné, son corps ayant ensuite été détruit dans de l'acide. Sa mort est devenue le symbole de la naissance d'un Congo auquel on disait que la souveraineté existait, mais uniquement dans les limites fixées par d'autres.

Puis vint Mobutu, un dictateur que le monde entier a longtemps choisi d'ignorer.

Braeckman cite cette réflexion tardive de Mobutu : « J'attendais des amis ; j'ai trouvé des comptables. » C'est une phrase qui semble très forte. Mais peut-être pas pour les raisons habituellement avancées.

Mobutu lui-même avait été l'un des projets politiques les plus coûteux de l'histoire moderne.

Pendant ses longues années au pouvoir, Bruxelles l'a toléré. Washington l'a soutenu et Paris l'a ménagé. Plus étonnant encore, les institutions financières internationales ont continué à le financer.

Pourquoi ? Mobutu n'était pas seulement utile dans la lutte contre le communisme. Sa véritable valeur résidait dans l'apparence de stabilité qu'il offrait et dans les opportunités économiques qu'il permettait, notamment à travers des accords souvent controversés.

Il est resté utile jusqu'au jour où il est devenu un obstacle.

Mobutu n'était pas simplement le produit naturel d'une évolution politique interne. Il existait dans un système fondé sur des intérêts mutuels, où des acteurs étrangers obtenaient un accès aux ressources du pays en échange d'un soutien politique.

À mesure que Mobutu accumulait les richesses, c'est la population qui en payait le prix. Le résultat fut une kleptocratie transformée en véritable philosophie de gouvernement. Les chemins de fer et les routes se sont effondrés.

Les services de santé se sont dégradés tandis que le système éducatif s'affaiblissait. L'autorité de l'État est devenue davantage théâtrale, alors même que l'industrie de la rumba congolaise connaissait un essor remarquable. Pourtant, fait étonnant, le Congo restait extrêmement riche en ressources naturelles.

Le paradoxe est devenu encore plus profond. Beaucoup se sont souvent demandé : comment l'un des pays les plus riches au monde en ressources naturelles peut-il rester parmi les plus pauvres ?

La réponse habituelle est l'exploitation. Mais l'exploitation, à elle seule, ne peut pas expliquer plus de six décennies d'échecs.

À un certain moment, il faut poser des questions plus difficiles. Où est passée la capacité de l'État ? Pourquoi les institutions échouent-elles constamment ? Pourquoi les groupes armés continuent-ils de se multiplier ? Pourquoi la responsabilité politique a-t-elle disparu ? Pourquoi la corruption persiste-t-elle malgré les changements de régime ?

Ce sont des questions douloureuses, car elles obligent à regarder les responsabilités à l'intérieur du pays.



Sous Mobutu, l'enrichissement du pouvoir s'est fait au détriment de la population, entraînant une kleptocratie et l'effondrement des infrastructures.

À la recherche de coupables étrangers

Braeckman écrit que les successeurs de Mobutu ont répété les mêmes erreurs. Elle observe : « Laurent-Désiré Kabila croyait pouvoir compter sur les pays voisins... »

Cette affirmation peut sembler juste. Mais elle risque de minimiser un élément important. Laurent-Désiré Kabila ne s'est pas simplement appuyé sur des acteurs régionaux. Ses alliances étaient aussi le résultat de réalités militaires et sécuritaires régionales.

Lorsque ces relations se sont détériorées, la confrontation a suivi. Encore une fois, ce n'est pas un phénomène exceptionnel. L'histoire est remplie de coalitions qui se sont effondrées. Mais la RDC a développé quelque chose de plus dangereux : elle en a fait une habitude politique.

Chaque crise est finalement devenue la conséquence d'un complot extérieur. D'abord le colonialisme ou l'impérialisme. Ensuite le Rwanda, l'Ouganda ou la Chine. Puis, à un moment donné, les multinationales, les alliances régionales ou des ennemis cachés.

La RDC est un pays où il y a toujours quelqu'un à accuser, mais pas suffisamment d'introspection.

Certes, les pays voisins n'ont pas créé la corruption congolaise. Ils n'ont pas conçu les administrations parallèles ni inventé les systèmes de fonctionnaires fictifs.

Aucun étranger n'a inventé la fragmentation militaire du pays. Les voisins n'ont pas créé la recherche de rentes bureaucratiques. Et, sans aucun doute, ils n'ont pas non plus inventé la normalisation des groupes armés comme instruments politiques.

C'est ici que commence une forme d'honnêteté difficile. Un État ne peut pas tolérer indéfiniment des autorités parallèles, soutenir des milices – y compris les FDLR responsables du génocide – négocier avec des mercenaires, puis affirmer que sa souveraineté n'est violée que par des acteurs extérieurs.

Il existe là un paradoxe, un paradoxe profond. La tragédie du Congo semble de plus en plus résider dans cette contradiction.

Chaque échec congolais porte un passeport étranger. Si la période coloniale a défiguré les institutions du Congo, les années postcoloniales ont renforcé quelque chose d'aussi destructeur : l'habitude de rejeter constamment les responsabilités sur l'extérieur.

L'externalisation est une pseudo-science politique qui transforme les échecs en complots. Elle convertit la responsabilité en victimisation. Elle procure un soulagement émotionnel tout en provoquant une paralysie institutionnelle.

D'ailleurs, nulle part cette tendance n'est devenue aussi visible que dans le discours politique congolais actuel.

Le scénario est bien connu. Lorsque les infrastructures de communication s'effondrent, quelqu'un d'autre est accusé. Lorsque les groupes armés se multiplient, quelqu'un d'autre les soutient. Lorsque les élections échouent, c'est l'ingérence étrangère. Lorsque la corruption prospère, c'est l'exploitation internationale. Lorsque les communautés se dressent les unes contre les autres, c'est la manipulation extérieure.

Il est évident que des intérêts étrangers existent. Aucune personne sérieuse ne le nie. Tous les États poursuivent leurs intérêts, tout comme les entreprises recherchent le profit. De même, les acteurs régionaux cherchent à garantir leur sécurité. Ce n'est pas une anomalie : c'est le fonctionnement normal de la politique internationale.

La véritable honte commence lorsque des dirigeants se comportent comme si des acteurs extérieurs étaient responsables de gouverner le Congo. Ce n'est pas le cas – absolument pas.

L'éditorial de Braeckman met en lumière ce paradoxe sans toutefois le remettre totalement en question.

À propos de Félix Tshisekedi, Braeckman observe qu'il « n'était pas arrivé en tête lors des élections et a multiplié les déplacements à l'étranger à la recherche d'une légitimité extérieure... ». Cette remarque mérite d'être approfondie et examinée attentivement.

Certains États, notamment la RDC, semblent croire que la légitimité est une ressource comparable à un minerai que l'on peut importer. Pourtant, une légitimité obtenue à l'étranger résiste rarement aux réalités nationales.

Les applaudissements internationaux ne construisent pas les routes et ne réparent pas les infrastructures.

Les poignées de main diplomatiques ne peuvent pas remplacer des institutions fonctionnelles. Les séances photo à Washington ou dans certaines capitales européennes ne mettent pas fin aux insurrections. De la même manière, les félicitations extérieures ne peuvent pas créer la cohésion nationale.

Un État survit parce que ses citoyens croient en lui, pas simplement parce que des ambassadeurs étrangers le soutiennent.

La malédiction du Congo est la mauvaise gestion

L'un des mythes les plus persistants concernant la République démocratique du Congo est que ses richesses naturelles seraient elles-mêmes le problème. Beaucoup répètent des variantes de cette phrase : « Le Congo est trop riche pour connaître la paix. »

Cette formule peut sembler élégante, mais elle est tout aussi trompeuse. Les ressources naturelles ne produisent pas l'échec : c'est la mauvaise gestion qui le fait. Les pays riches en ressources ne deviennent pas inévitablement des catastrophes. La différence réside dans la qualité des institutions nationales.

Le Congo possède d'immenses réserves de cuivre, de cobalt, de coltan, d'or, de diamants, d'autres minerais stratégiques, ainsi que des forêts et des terres fertiles. Ces ressources attirent l'attention, ce qui est normal. Ce qui est anormal, c'est de s'étonner que des richesses convoitées suscitent de la compétition.

La question ne devrait jamais être : Pourquoi les autres veulent-ils les ressources du Congo ? La véritable question devrait être : Pourquoi le Congo a-t-il échoué, encore et encore, à transformer ses ressources en une prospérité nationale largement partagée ?

Braeckman écrit : « Aujourd'hui, le cobalt, le coltan et le lithium permettent aux entreprises chinoises de dominer la transition énergétique tandis que les habitants du Katanga respirent la poussière. »

Il y a une part de vérité dans cette image. La poussière existe bel et bien. L'exploitation minière laisse des traces. Les villes minières connaissent des coûts sociaux et environnementaux importants. Mais il y a quelque chose d'historiquement sélectif dans le fait de ne parler de cette poussière qu'aujourd'hui.

Le Katanga n'a pas commencé à respirer de la poussière avec l'arrivée des investissements chinois. Lubumbashi n'a pas découvert soudainement l'exploitation minière. Kolwezi n'est pas devenue une ville industrielle en 2022. Et Likasi ne s'est pas réveillée un matin en découvrant l'existence de l'extraction du cobalt.

Pendant des décennies, sous la domination des entreprises belges, l'exploitation minière s'est poursuivie avec peu ou pas de considération pour la justice sociale. Des régions économiques entières ont été organisées autour de l'acheminement des richesses vers l'extérieur.

Les mines ont enrichi d'autres acteurs bien avant l'arrivée des entreprises chinoises. L'uranium utilisé pour fabriquer les bombes atomiques qui ont détruit Hiroshima et Nagasaki provenait du Katanga.

Si les critiques commencent seulement après l'arrivée de nouveaux investisseurs, alors l'histoire devient sélective. Une telle mémoire partielle ressemble à une nostalgie politique déguisée en préoccupation.

La question n'est pas de savoir si les entreprises chinoises doivent être critiquées. Bien sûr qu'elles doivent l'être lorsque cela est nécessaire.

Tous les grands acteurs ont cette responsabilité. Le problème est la cohérence. Si l'exploitation des minerais est condamnable, elle doit rester inacceptable quels que soient le langage utilisé, le drapeau affiché ou le modèle d'investissement choisi.



*Les ressources naturelles ne causent pas l'échec :
c'est la mauvaise gouvernance qui l'engendre, car la prospérité dépend avant tout de la solidité des institutions*

Mais même cela ne répond pas aux questions fondamentales :

Qui administre les provinces ? Qui attribue les concessions minières ? Qui négocie et signe les contrats ? Qui contrôle les institutions ou collecte les taxes liées aux activités minières ? Qui nomme les responsables chargés de superviser les mines ? Et, finalement, qui en bénéficie ?

Ces réponses ramènent la réflexion vers l'intérieur. Elles révèlent la facilité avec laquelle la responsabilité est souvent déplacée. Par exemple, Braeckman se tourne vers les voisins du Congo : « Le Rwanda est devenu le premier producteur de coltan, l'Angola une puissance pétrolière, l'Ouganda a inauguré la plus grande raffinerie d'or d'Afrique, et le Kenya a acquis les principales banques du pays... »

Cette affirmation est efficace sur le plan rhétorique. Cependant, sur le plan logique, elle crée une comparaison trompeuse. Le développement de certains secteurs dans un pays ne constitue pas automatiquement une preuve de vol ou d'exploitation.

Le fait que le Rwanda développe des exportations transformées n'explique pas les faiblesses institutionnelles et les échecs de gouvernance en RDC. La production pétrolière de l'Angola n'explique pas l'effondrement administratif du Congo. Le raffinage de l'or en Ouganda n'explique pas la fragmentation militaire congolaise. Les activités des banques kényanes dans la région n'expliquent pas la corruption locale à Kinshasa.

La vérité difficile à accepter est que les voisins de la RDC n'ont pas créé l'incapacité du Congo à contrôler la violence ni la persistance des entrepreneurs de guerre. Les pays voisins n'ont pas créé cette incapacité durable à transformer une population importante en une véritable capacité étatique.

Ce sont des problèmes politiques internes. Et ils deviennent encore plus complexes lorsque l'idéologie génocidaire portée par les FDLR s'immisce dans la gouvernance nationale.

Le paradoxe le plus sérieux du Congo moderne est peut-être celui-ci : les défenseurs les plus bruyants de la souveraineté sont parfois ceux qui contribuent le plus à l'affaiblir.

Tout État revendique le monopole légitime de la force. Mais lorsque cette force est externalisée, négociée ou déléguée à des mercenaires et à des groupes responsables de crimes graves pendant une période indéfinie, la souveraineté s'en trouve affaiblie.

L'est de la RDC illustre régulièrement ce dilemme. Des groupes armés apparaissent. Certains sont locaux, tandis que d'autres ont une dimension régionale. Certains poursuivent uniquement des intérêts financiers, alors que d'autres invoquent la défense d'une communauté. Certains mobilisent l'identité, tandis que d'autres mettent en avant des revendications sociales ou politiques.

Pourtant, avec le temps, un vocabulaire dangereux s'installe. Les milices deviennent des « groupes d'autodéfense » ou des « patriotes ». Lorsque la violence se transforme en nationalisme, la criminalité acquiert une forme de légitimité morale.

Le miroir du Congo et les leçons de la Belgique

Braeckman conclut : « En réalité, le seul allié du Congo est sa propre population. » C'est peut-être la phrase la plus forte de son éditorial. Elle mérite d'être saluée, mais aussi examinée, car elle soulève une autre question.

Car si la population congolaise est aujourd'hui son seul allié, une question raisonnable se pose : qui a contribué à maintenir des institutions capables de servir cette population dans un état de faiblesse, de centralisation excessive et d'extraction des richesses ?

La richesse de la Belgique n'est pas apparue indépendamment du Congo. Aucun historien sérieux de l'économie ne conteste que les ressources coloniales, notamment les diamants et l'or, ont contribué à enrichir la Belgique. L'exploitation du caoutchouc, de l'ivoire, du bois et d'autres ressources a également participé au développement économique belge.

Cependant, cela ne signifie pas que la Belgique actuelle doit être tenue responsable de chaque échec congolais. Cela signifie plutôt que la cohérence morale exige de reconnaître comment les structures historiques continuent d'influencer les réalités présentes.

Toutefois, même cette vérité a ses limites.

L'histoire coloniale explique beaucoup de choses, mais elle n'explique ni tout, ni éternellement. Sinon, on aboutirait à une conclusion absurde : celle selon laquelle les Congolais nés plus de soixante ans après l'indépendance seraient encore entièrement gouvernés par les fantômes du passé.

Il est juste de reconnaître que l'histoire influence les sociétés, mais elle ne les gouverne pas. Sinon, aucune société postcoloniale ne pourrait jamais se reconstruire.

La question fondamentale devient donc : que fait une nation après avoir reconnu les injustices historiques qu'elle a subies ?

Faut-il continuer à raconter les blessures du passé ou construire des institutions capables de fonctionner ? La réponse à cette question est d'une importance capitale.

Certains ont transformé cette mémoire en une idéologie servant d'excuse pour ne pas bien gouverner.

Si la population est le seul allié du Congo, alors une question s'impose : qui a échoué à protéger cette population à répétition ?

Le colonialisme l'a certainement fait. Les puissances étrangères ont également joué un rôle profondément négatif. Cependant, l'indépendance a introduit de nouveaux acteurs, mais elle n'a pas automatiquement nationalisé la vertu.

Un drapeau ne produit pas automatiquement la compétence ni l'intégrité.

La vérité difficile à accepter est que certaines des blessures les plus profondes du Congo sont devenues, avec le temps, des blessures auto-infligées. Non pas parce que les acteurs extérieurs ont disparu, mais parce que certains systèmes internes ont appris à tirer profit du dysfonctionnement.

C'est précisément là que le titre de Braeckman mérite d'être complété.

Certes, le Congo n'a pas d'autre ami véritable que lui-même. Mais il est tout aussi vrai que le Congo n'a pas d'autre ennemi que lui-même.

Aucun acteur extérieur ne peut affaiblir le Congo avec autant de constance, d'efficacité et de discrétion que certains responsables politiques congolais eux-mêmes.

Conclusion

Il existe une forme de conseil plus dangereuse que l'hostilité : la flatterie.

L'hostilité peut provoquer la résistance. La vérité peut susciter la réflexion. Mais la flatterie endort.

Et c'est peut-être là que l'éditorial pourtant important de Colette Braeckman devient soudainement problématique. Ce qui est dangereux ne tient pas au fait que ses analyses historiques seraient nécessairement erronées, ni que ses intentions seraient insincères. Et certainement pas au fait que les acteurs étrangers n'auraient pas joué des rôles dévastateurs dans l'histoire congolaise.

Ce qui est préoccupant, c'est le cadre d'analyse qui risque d'offrir à la RDC quelque chose qu'elle a déjà reçu en trop grande quantité depuis des décennies : du réconfort sans correction, de l'empathie sans responsabilité et un soulagement émotionnel à la place d'une véritable analyse politique.

Dire constamment à un pays que sa principale tragédie vient d'amis trompeurs, de voisins prédateurs, d'investisseurs cupides et d'une trahison extérieure permanente est certes émotionnellement satisfaisant.

Cela encourage, console et nourrit le sentiment national. Mais sur les plans social et politique, cela peut devenir une forme d'ivresse collective.

Car dès qu'une nation devient dépendante des explications extérieures, elle développe progressivement une résistance à l'introspection.

Chaque mécontentement devient une preuve de complot. Chaque faiblesse observée devient une preuve de sabotage. Chaque échec institutionnel devient une confirmation que les ennemis sont trop puissants.

Le résultat est paradoxal : l'échec lui-même devient psychologiquement confortable, puisqu'il ne nécessite plus de réformes.

Si les autres sont toujours responsables, alors la responsabilité devient inutile.

Imaginez simplement un médecin qui examine un patient dont les habitudes détruisent progressivement la santé. Le patient consomme chaque jour ce qui lui nuit, refuse les traitements, ignore les prescriptions et néglige toute discipline.

Pourtant, à chaque visite à la clinique, le médecin évite les conversations difficiles et lui dit simplement : « Je pense que le problème vient surtout du mauvais temps. »

Le patient repart rassuré. Il se sent compris et innocent. Quelques semaines plus tard, son état se détériore. Il retourne voir le médecin qui, une nouvelle fois, évite le diagnostic et lui dit : « Je pense que vos voisins vous causent trop de stress. »

Encore une fois, le patient se sent conforté dans son sentiment d'innocence. Les mois et les années passent, tandis que la maladie progresse. Le médecin est alors apprécié pour sa gentillesse et sa sensibilité. Le patient est admiré pour sa patience – sans pour autant connaître la moindre amélioration.

Cet exemple hypothétique d'une relation entre un médecin et son patient montre comment la bienveillance peut devenir une forme de négligence, et comment l'empathie peut se transformer en faute professionnelle. À un certain moment, refuser de dire des vérités difficiles revient à participer au déclin.

C'est précisément le risque de certaines formes d'analyse politique. Elles fonctionnent comme une anesthésie ou un puissant antidouleur. Elles suppriment la douleur sans éliminer la maladie. Elles procurent un soulagement sans permettre une guérison. On se sent mieux, mais rien ne s'améliore réellement.

Et le Congo a reçu cette anesthésie pendant des décennies. Elle lui a été administrée par le colonialisme, les rivalités géopolitiques de la Guerre froide, la diplomatie internationale et les politiques régionales. Chacun de ces facteurs a produit sa propre version du récit.

Aujourd'hui encore, certains intellectuels et journalistes continuent parfois à l'entretenir. Beaucoup expliquent les souffrances du Congo d'une manière qui préserve son innocence morale, en laissant entendre que sa douleur serait la preuve de sa vertu.

Pendant que toutes ces explications circulent et se répètent, les routes disparaissent, la corruption devient une culture administrative, les institutions s'affaiblissent et les citoyens finissent par s'adapter au dysfonctionnement comme si l'instabilité était un phénomène naturel, comparable au climat, plutôt qu'une conséquence de choix politiques.

Il existe quelque chose de presque narcotique dans la victimisation permanente. Elle donne le sentiment d'une élévation morale sans transformation concrète. Elle crée l'impression d'avancer tout en restant immobile. Elle récompense davantage les discours grandioses que les réformes.

Elle permet aux responsables politiques de se présenter comme révolutionnaires tout en administrant des systèmes épuisés.

Progressivement, toute la culture politique commence à ressembler à un individu sous influence : animée dans ses discours, déterminée dans ses déclarations, passionnée dans ses mobilisations, mais fondamentalement incapable de changer les conditions de vie.

Très riche en récits, mais très pauvre en résultats.

Pourtant, les nations ne progressent pas dans l'intoxication. Elles se reconstruisent grâce à une lucidité douloureuse.

La lucidité consiste à poser des questions qui provoquent rarement des applaudissements et n'offrent jamais de standing ovation :

Qui a détourné le regard ? Qui a normalisé le recours aux intermédiaires armés ? Qui a transformé la fonction publique en opportunité privée ? Qui a répété les mêmes erreurs en leur donnant simplement un nouveau nom : le patriotisme ?

Ces questions sont douloureuses parce qu'elles ne peuvent pas être déléguées à d'autres. Elles ne permettent pas de désigner des ennemis faciles. Elles ne sont pas anti-Congo – elles sont au contraire profondément pro-Congo, car elles obligent à regarder vers l'intérieur.

Un véritable conseiller n'est pas celui qui protège les sentiments nationaux, mais celui qui protège le potentiel d'une nation.

L'ami qui dit : « Rien de ce qui vous arrive n'est de votre faute » peut sembler empathique sur le moment. Mais celui qui dit franchement : « Regardez attentivement ce que vous faites et ce que vous vous infligez vous-même » pourrait en réalité vous sauver.

Et peut-être est-ce précisément la phrase difficile que la RDC a le plus besoin d'entendre :

Arrêtez de chercher des ennemis dans les capitales voisines et lointaines tout en ignorant ceux qui occupent les bureaux publics. Arrêtez d'imaginer que la souveraineté consiste à accuser les autres tout en repoussant les réformes. Cessez de confondre explication et transformation.

Car si le Congo n'a réellement d'autre ami que lui-même, il doit aussi accepter une possibilité plus difficile : aucun ennemi extérieur n'a causé autant de dommages, avec autant de constance, que les parties de lui-même qui ont appris à survivre sans changer.

Voici quelques réalités importantes : aucun gouvernement étranger ne peut institutionnaliser la corruption sans une participation locale. Aucun investisseur ne peut signer seul des contrats. Aucun État voisin ne peut remplacer durablement la responsabilité nationale. Aucun acteur extérieur ne peut maintenir indéfiniment un système dysfonctionnel là où existent une discipline et des institutions solides.

Les nations ne deviennent pas souveraines en maîtrisant l'art de l'accusation. Elles deviennent souveraines en maîtrisant l'art de la remise en question et de la correction.

Et le jour où le Congo cessera de considérer l'honnêteté comme une hostilité et la flatterie comme une forme de solidarité, ce sera peut-être le jour où commencera véritablement sa reconstruction.

L'avenir de la République démocratique du Congo ne sera pas décidé à Bruxelles. Ni à Washington ou Pékin. Ni à Nairobi ou Kigali. Ni encore à Luanda ou Kampala.

Ces capitales peuvent influencer les résultats, mais elles ne peuvent pas remplacer la capacité d'action nationale.

Le conseil le plus difficile dont la RDC a besoin est précisément celui où la conclusion de Braeckman devient la plus exigeante. Elle écrit : « Au lieu de courir d'une capitale étrangère à une autre, de mendier des soutiens ambigus et de gaspiller des ressources, les dirigeants congolais feraient mieux, de toute urgence, d'investir dans leur propre peuple... »

Absolument. Mais cette phrase ne devrait pas s'arrêter là.

Un véritable investissement dans le peuple n'est pas seulement une déclaration politique. Il est à la fois politique, social et économique.

Investir dans les citoyens signifie construire un État qui ne traite pas ses habitants selon les intérêts du moment. Cela signifie rejeter les mythes, qu'ils soient coloniaux ou nationalistes.

Cela signifie également accepter une vérité essentielle : une nation ne se construit pas seulement en se souvenant de ses blessures, mais en ayant le courage de corriger ses propres faiblesses.



Si le Congo ne peut compter que sur lui-même, il doit aussi reconnaître que ses propres faiblesses internes ont parfois causé plus de dégâts que les menaces extérieures

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.